

Crise politique : nos gagnants et nos perdants

Un gouvernement wallon sans le PS... mais avec des élus du Centre ? Qui pourrait, qui est bloqué ?



cdH - MR

Leur cote grimpe en flèche !

Le départ du cdH du gouvernement wallon laisse tout le monde dans l'incertitude... et ouvre des portes à certains pour une éventuelle place dans un nouveau gouvernement ! Avec, enfin, un ministre de la région du Centre ? Si on s'en tient aux élus du parlement wallon (en sachant qu'un jeu de chaises musicales est toujours possible entre le fédéral et la Région), deux parlementaires voient soudain leur cote grimper en flèche.

> **Olivier Destrebecq.** Le Louviérois, MR, est le seul député libéral du Centre. Si l'on part du principe que cdH et PS ne peuvent plus siéger ensemble, le MR devient incontournable. Du coup, la cote du député louviérois est fatalement en hausse ! Il a plusieurs atouts dans sa manche, à commencer par être, depuis longtemps, dans les bonnes grâces du président du

parti, Olivier Chastel. Autre avantage, il vient d'une grande ville du Hainaut. En effet, sur le canton de Mons, c'est Jacqueline Galant (Juribise) qui est députée... et vu son passif au fédéral, pas sûr qu'elle sera sur la liste des ministrables régionaux. Sur Charleroi, Nicolas Tzanetatos a remplacé Véronique Cornet, décédée en cours de mandature. Mais le Carolo a moins d'expérience. Reste Tournai avec un candidat de marque à un poste de ministre, Jean-Luc Crucke, très en vue mais issu d'une plus petite commune. À moins bien sûr qu'Olivier Chastel ne monte lui-même... Avec déjà beaucoup de ministres occupés au fédéral, le MR a aussi moins de choix pour les régions... Au rayon des moins ? Contrairement à Jean-Luc Crucke, il a raté une belle occasion d'être mis en avant dans la commission Publifin, dont il a, de lui-même, démissionné parce qu'il siégeait dans un conseil d'administration lointainement lié à Nethys.

> **François Desquesnes.** Le député régional sonégien cdH a clairement des atouts. Sa proximité avec le président du parti tout d'abord : il a été chef de cabinet de Benoît Lutgen ministre mais aussi président. Et puis, il est « poussé »

par l'appareil humaniste, fréquentant souvent les plateaux de télé pour faire entendre la voix du cdH. Rayon points négatifs, il y a déjà le fait que la montée du cdH dans un nouvel exécutif dépend du MR. Ensuite, il faudrait aussi que les Humanistes grappillent des ministères en plus car les ministres sortants, au sein desquels on retrouve déjà un Hennuyer pas très éloigné de Soignies en la personne de Carlo Di Antonio, ne vont pas lâcher facilement leur poste.

Reste que des « outsiders » peuvent aussi émerger. Au MR, Georges-Louis Bouchez, le conseiller Montois, pourrait avoir des ambitions qui viendraient contrarier Olivier Destrebecq. Tandis qu'au cdH, le président louviérois, Xavier Papier, est toujours très bien placé dans les cabinets namurois. ●

OLIVIER HENSKENS



Leur chute en plein élan !

Bien sûr, il est toujours possible que le PS reste dans la majorité régionale... mais le départ du cdH rend tout de même cette hypothèse peu probable car il faudrait que le MR choisisse les socialistes comme partenaires : est-ce leur intérêt dans le contexte des affaires que nous connaissons ? Bien sûr, en politique, tout est possible... Mais si le scénario qui se dessine actuellement se concrétise, à savoir une majorité MR-cdH voire avec, en plus, les Écolos, il fermera la porte à deux parlementaires du Centre qui, tout doucement mais sûrement, se profilaient comme candidats pour un futur poste de ministre, surtout depuis que Paul Furlan, le plus proche voisin du Centre, n'était plus dans l'exécutif.

➤ **Patrick Prévot.** Le jeune député sonégien avait clairement le vent en poupe ces derniers mois au sein du parti socialiste. Il est de

plus en plus souvent le porte-parole du PS sur les plateaux de télévision et dans les studios de radio (il était d'ailleurs encore sur La Première mardi). De plus, sa nomination comme membre de la commission d'enquête Publifin lui a donné une énorme visibilité, d'autant qu'il s'est montré parmi les plus combattifs des députés, l'intronisant nouveau chevalier blanc du PS. Par ailleurs, il est depuis longtemps dans les petits papiers du Boulevard de l'Empereur puisqu'il était chef de cabinet d'Élio Di Rupo lorsque celui-ci était Premier ministre... Autant d'arguments qui le mettaient en bonne place en vue de la création d'un nouveau gouvernement en 2019. Sauf que le cdH est passé par là ! Et que si majorité MR-cdH il y a dans les prochaines semaines, il y a fort à parier que sa volonté sera d'être reconduite dans deux ans... L'avenir se bouche donc un peu pour le Sonégien. D'autant que son statut de poulain d'Élio Di Rupo, s'il ne s'en décolle pas rapidement, pourrait bien bientôt être un inconvénient plus qu'un avantage, tant les critiques montent à l'encontre du président du PS.

➤ **Olga Zrihen.** Peut-être celle que l'on attendait plus. La députée ré-

gionale PS de La Louvière présentait, comme premier atout, sa longue expérience des arcanes du pouvoir. Députée européenne puis sénatrice à partir de 2004, elle a aussi été questeur du Sénat. Aujourd'hui députée wallonne, elle connaît une seconde jeunesse médiatique depuis quelques mois puisqu'elle a été choisie pour être présidente de la commission d'enquête Publifin, ce qui l'a propulsée sous les projecteurs de tous les médias... et en bonne place pour prétendre à un poste dans un exécutif. Elle n'avait, sans doute, tout au long de sa carrière, jamais été autant sur le devant de la scène. Jusqu'à ce que le cdH débranche la prise et enterre, sans doute, l'une des dernières chances d'Olga Zrihen d'atteindre un siège de ministre, elle qui aura 66 ans en 2019. ●

O.H.

Dossiers en suspens

Arrondissement et Durobor : quel impact ?

Comment le gouvernement PS-cdH pourra-t-il continuer à travailler alors que la confiance est rompue ? Combien de temps avant un nouvel accord de majorité, obligatoire avant un changement de gouvernement, lorsque l'on sait qu'Écolo, notamment, n'est pas particulièrement demandeur ? Quid des projets en cours ?

En effet, en attendant qu'un nou-

veau gouvernement s'installe à Namur, des dossiers essentiels à la région du Centre pourraient connaître un sérieux coup d'arrêt ! Premier exemple, Durobor. Un repreneur vient de se faire connaître et les négociations avec les travailleurs sont en cours, l'objectif étant, notamment, de réduire le nombre de licenciements. Négociations auxquelles participe la Sogepa, actionnaire dans l'en-

treprise actuelle et qui devrait l'être dans la future structure... Sauf que la Sogepa, qui porte la société jusqu'au 30 juin, dépend de la Région ! Sans un gouvernement en ordre de fonctionnement, quelle sera encore sa marge de manœuvre ?

L'autre dossier qui risque de prendre un sérieux plomb dans l'aile, c'est la création d'un arrondissement du Centre. Cette réforme est obligatoire pour les élec-

tions de 2019... mais les députés du Centre auraient aimé la mettre en œuvre dès les Communales de

2018. Sauf que pour cela, le décret doit passer avant l'automne... Un délai qui, dans ce contexte de crise, semble intenable.

Et ce ne sont là que deux exemples, parmi d'autres, de questions qui se posent quant à l'impact de cette crise politique sur la région du Centre. ●

O.H.